

# Lutte de classe

## Retour à l'esprit de la Charte d'Amiens

Le combat que vous avez engagé pour dégager une tendance syndicale lutte de classe ne sera pas facile.

Je crois pour ma part qu'avant d'aller de l'avant, il faudrait réfléchir à la place du syndicalisme en France.

20% des salariés en 1981, moins de 10% depuis le début des années 90.

Le taux de syndicalisme parmi les plus bas d'Europe.

Les 3/4 des syndiqués se trouvent dans la fonction publique, le reste dans les grandes entreprises.

La liquidation des entreprises publiques et de pans entiers de la fonction publique va entraîner une nouvelle baisse de la syndicalisation.

Dans ces conditions-là, quel rôle les syndicats peuvent-ils encore jouer et quelle est leur place dans le combat pour en finir avec le capital ?

On nous a fait croire que les syndicalistes de la fonction publique étaient la pointe avancée, l'élite du prolétariat. Jusqu'à preuve du contraire, c'est loin d'être le cas, sinon nous n'en serions pas où nous en sommes aujourd'hui.

Le syndicalisme s'est développé dans la fonction publique après la seconde guerre mondiale.

Rappelons que le statut de la fonction publique fut adopté en 1958, et que c'est à la même date que les fonctionnaires obtinrent le droit de se syndiquer.

Au-delà de la reconnaissance des syndicats, leur institutionnalisation marqua un tournant dans l'histoire du syndicalisme en France à partir de 1945 avec la création des comités d'entreprise. Ensuite, ils furent amenés à cogérer un certain nombre d'organismes sociaux avec le patronat et l'État (Sécu, Unedic, etc.)

Par la suite, au début des années 70, fut mise en place la politique contractuelle de négociations salariales et des conventions collectives...

Sans exagérer, on pourrait dire que le syndicalisme tire désormais davantage sa légitimité de l'État bourgeois qui l'a institutionnalisé, que des travailleurs qui lui tournent le dos. Donc il ne faut pas s'étonner qu'il soit devenu un instrument de notre ennemi de classe. Cela n'enlève évidemment rien au mérite des camarades qui sont déjà engagés dans le combat contre les appareils, sur une ligne lutte de classe.

D'organisations de combat au service des travailleurs, les syndicats sont devenus petit à petit uniquement des organismes de cogestion de la crise du système économique capitaliste, jusqu'à se transformer aujourd'hui en appareils de collaboration de classes ouverte avec le Medef et le gouvernement, participant à l'élaboration et à la mise en oeuvre des mesures et plans réactionnaires du capital contre le travail, qu'il s'agisse de la Sécurité sociale, des retraites, des privatisations, etc.

Aujourd'hui les syndicats sont amenés à aller encore plus loin, ils doivent prendre totalement en charge la gestion de la crise irréversible de l'impérialisme français.

C'est dans ce contexte de collaboration de classes continue que se sont formés les cadres et dirigeants des syndicats, il ne faut pas l'oublier.

Combien de syndicalistes se réclament-ils, en actes et non en paroles, de la Charte d'Amiens de 1906, qui stipulait que "**l'émancipation intégrale**" des travailleurs "**ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste**"?

Les syndicats en sont arrivés à négocier la baisse des prestations pour les chômeurs (voir les négociations actuelles de l'Unedic), c'est dire à quel point ils se sont écartés de leur mission, à quel point ils sont complètement corrompus.

Il faut aussi se rappeler ce passage de la Charte d'Amiens : "**il (le congrès) préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupe de production et de répartition, base de réorganisation sociale.**"

Ceci étant dit, sur quelle ligne peut s'organiser le combat contre les appareils et dans quel perspective politique ?

Il suffit de revenir à l'esprit de la Charte d'Amiens et des fondateurs de la CGT en 1895.

Il faut mener une campagne pour que les syndicats ne soient plus associés aux décisions économiques et sociales du Medef et du gouvernement, ce qui implique premièrement : le refus de siéger dans tous les organismes de collaboration de classes, de cogestion de la misère sociale, deuxièmement : le refus de s'associer à la Confédération européenne des syndicats (CES), appendice de l'Union européenne, troisièmement : engager une bataille nationale pour syndiquer des millions de travailleurs sur la ligne de la rupture avec le capitalisme, afin de se donner les moyens de virer les bureaucrates réformistes et staliniens qui monopolisent l'appareil des syndicats.

Ce dernier point est déterminant, car il permettra de mettre en lumière le rôle éminemment important que les travailleurs auront à jouer dans une société débarrassée de la propriété privée des moyens de production, en tant qu'organisateur de la production et de la distribution...

Il faut bien comprendre où le bas blesse aujourd'hui : on entend dire à longueur de temps qu'il n'y a pas d'alternative économique au capitalisme. Beaucoup de travailleurs en sont convaincus, il faut bien l'avouer. Mais face aux coups répétés que leur assènent le patronat et le gouvernement, ils ne peuvent pas se faire à l'idée de continuer à vivre dans une société qui ne cesse de régresser. Donc, ils se posent des questions sur le monde dans lequel ils vivent... Serait-il vrai qu'on serait condamné à vivre de plus en plus mal, etc.?

Tout le problème provient du fait qu'on ne leur propose absolument rien de cohérent, de sérieux et de viable, aussi bien au plan économique et social qu'au plan politique.

Maintenant, à partir du moment où l'on mettra l'accent sur le rôle et les responsabilités nouvelles sur les travailleurs et les syndicats devront remplir dans la société débarrassée du capitalisme, peut-être qu'ils comprendront plus facilement qu'il existe une réelle alternative au capitalisme, qu'elle est justement à leur portée et qu'ils en détiennent les clefs, à condition que les syndicats soient implantés massivement dans toute la France, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

Cette tactique pose un réel problème aujourd'hui, dans la mesure où les syndicats sont ultra minoritaires, donc on ne voit pas vraiment comment ils pourraient réorganiser la production et la distribution, puisqu'ils en sont absents, étant cantonnés au sein de la fonction publique et de quelques centaines de grandes entreprises. D'où la nécessité d'un recrutement massif dans les syndicats ouvriers.

Il est parfaitement clair que si l'on ne rompt pas catégoriquement avec les méthodes du syndicalisme qui existe notamment depuis la fin de la seconde guerre mondiale et qui ont conduit à l'abandon de l'indépendance des syndicats vis-à-vis du capitalisme, il sera totalement vain de prétendre combattre les appareils pourris du mouvement ouvrier.

Les syndicats devraient se limiter à mettre en avant un certain nombre de revendications, à organiser les travailleurs afin de dégager avec eux les moyens d'action permettant de les faire aboutir, sans jamais signer le moindre document compromettant avec le Medef ou le gouvernement. La signature d'un texte par les syndicats prévoyant une augmentation du salaire de base de 0,2%, revient de fait à entériner une situation totalement inacceptable : comment un travailleur pourrait-il s'estimer satisfait d'une telle mesure ? Aucun !

On peut encore imaginer que le syndicalisme ne pourra plus jamais revenir à l'esprit de la Charte d'Amiens, parce que la société a évolué dans un sens ou dans un autre, etc., dans ce cas, je me demande à quoi pourrait-il encore servir, en dehors du soutien actif qu'ils apportent quotidiennement au patronat, au gouvernement et aux institutions européennes.

Volontairement, je n'ai pas voulu évoquer le rôle cynique joué par les différents partis se réclamant de la classe ouvrière. Disons que les uns les utilisent comme leur fond de commerce, tandis que les autres ignorent cette question des syndicats tout en prétendant défendre leur indépendance, en oubliant, par exemple, de citer le rôle éminemment important des appareils dans ce processus de liquidation des syndicats ouvriers, consensus oblige !

En résumé :

D'un côté, remettre la politique sur les rails, sur la base du programme de la révolution prolétarienne...

D'un autre côté, remettre le syndicalisme sur les rails, sur la base de la Charte d'Amiens, ce qui permettra de faire la jonction entre les revendications économiques et politiques du prolétariat, afin de combattre " *pour la disparition du salariat et du patronat*".

**Retour à l'esprit de la Charte d'Amiens !**

**Campagne nationale de syndicalisation.**

**Rupture des relations avec la CES et de tous les organismes internationaux mis en place par l'impérialisme !**

**Boycott de tous les organismes de collaboration de classes !**

**Refus catégorique de signer le moindre document limitant les revendications des travailleurs !**

**Grève générale jusqu'à satisfaction !**

**Abolition du capitalisme !**

**Gestion et contrôle de la production et de la distribution par les syndicats ouvriers !**